

MARCHE DE FOURNITURES ET DE SERVICES

**Fourniture et pose de meubles sur mesure et agencements
pour l'opération dite de
« Modernisation des Hôpitaux du Léman »**

GCS GHT Léman - Mont-Blanc
558 route de Findrol
BP 20500
74130 CONTAMINE SUR ARVE

ACTE D'ENGAGEMENT

		IDENTIFICATION DU TITULAIRE DU MARCHÉ	<i>En cas de cotraitance remplir les informations sur le cotraitant</i>
Coordonnées administratives	Monsieur ou Madame		
	Agissant au nom et pour le compte de la société		
	Siège social		
	Courriel		
	Téléphone		
	SIREN		
	NAF		
	Immat CFE		
Coordonnées bancaires	BANQUE		
	CODE BANQUE		
	CODE GUICHET		
	CLE RIB		
	IBAN		
	BIC		

- après avoir pris connaissance du présent cahier des clauses particulières (CCP) et des documents qui y sont mentionnés,
- après avoir fourni les attestations et pièces prévues au Code de la Commande Publique.

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

Le présent engagement nous lie pour la durée de validité des offres indiquée dans le règlement de consultation (5 mois).

Signature du titulaire (date, cachet et signature)

Sous-traitants déclarés à la signature du marché (Conformément à l'article 7.2 du présent CCP)

Nom du sous-traitant	Montant sous-traité	Prestations sous-traitées	Forme juridique du sous-traitant	SIRET sous-traitant	Adresse	Compte bancaire du sous-traitant à créditer
						Code SWIFT : IBAN :
						Code SWIFT : IBAN :

Sous-traitance

Le tableau ci-avant indique la nature et le montant des prestations que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance; le montant des prestations sous-traitées indiqué, constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement.

Le tableau constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché; celle-ci emportant acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

AVANCE**☞ Prestataire unique**

Le prestataire désigné ci devant ¹ :

- ☐ **REFUSE** de percevoir l'avance prévue au Code de la Commande Publique.
- ☐ **ACCEPTE** de percevoir l'avance prévue au Code de la Commande Publique.

POUVOIR ADJUDICATEUR ET MAÎTRE D'OUVRAGE

Le signataire du marché et maître d'ouvrage de l'opération est le GCS GHT Léman Mont-Blanc.

COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Les paiements sont effectués par le comptable public assignataire du GCS, à savoir la Trésorerie Hospitalière Alpes Léman.

¹ Cocher la case correspondante

ELECTION DE DOMICILE ET REGLEMENT DES LITIGES

Le titulaire du marché doit aviser le GCS GHT Léman Mont-Blanc de tout changement de domicile ou de siège social survenu en cours d'exécution du marché.

Le tribunal administratif de Grenoble sera seul compétent pour régler les recours et les litiges qui pourraient opposer le GCS au titulaire.

SOMMAIRE

ACTE D'ENGAGEMENT	2
TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION	7
ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION	7
ARTICLE 2- PROCEDURE ET DUREE DU MARCHE	7
ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT	8
ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	8
TITRE II – EXECUTION DU MARCHE	9
ARTICLE 5 - DEFINITION DU MARCHE	9
5.1. ETENDUE DE LA MISSION	9
5.2. CONTENU DES PRESTATIONS	9
5.3. MARQUES	9
5.4 - Réalisation de prestations similaires	9
ARTICLE 6 - MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHE	9
6.1. MODIFICATION A L'INITIATIVE DU GCS GHT LEMAN MONT-BLANC	9
6.2. MODIFICATION A L'INITIATIVE DU TITULAIRE	9
ARTICLE 7 - REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHE	10
7.1. REFERENT DU TITULAIRE	10
7.2. MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DE LA MISSION	10
ARTICLE 8 – INTERVENTION DU TITULAIRE	10
8.1. TITULAIRE DU MARCHE – FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE	10
8.2. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL	11
ARTICLE 9 – GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE	11
9.1. GROUPEMENT	11
9.2. SOUS-TRAITANCE	11
ARTICLE 10 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES	11
10.1. RESPONSABILITES	11
10.2. ASSURANCES	12
TITRE III – MESURES COERCITIVES	12
ARTICLE 11 – PENALITES	12
ARTICLE 12 – FIN ANTICIPEE DU MARCHE	12
TITRE IV – DISPOSITIONS FINANCIERES	13
ARTICLE 13 – LE PRIX	13
13.1. FORME DU PRIX	13
13.2. MODALITE DE VARIATION DES PRIX	13
13.3. REGIME DES DROITS ET TAXES	13
13.4. APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE	13
13.5. RETENUE DE GARANTIE	13
Article 14 – AVANCE	13

ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT	14
15.1 GENERALITES	14
15.2. FACTURATION	14
ARTICLE 16 – DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	14
ARTICLE 17 - NANTISSEMENT ET CESSIION DE CREANCES	14
ARTICLE 18 – CLAUSES DE REEXAMEN	14
18.1 – Généralités	14
18.2 – Modifications d’ordre financier ou administratif	15
18.3 – Modifications d’ordre technique	17
ARTICLE 19 – CLAUSES DIVERSES	18
ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG FCS	18
ARTICLE 20 – MONTANT DU MARCHÉ	20

TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent CCP valant Acte d'Engagement concerne le marché de fournitures et de services pour la réalisation (fourniture et pose) de meubles sur mesure et de divers agencements.

La maîtrise d'ouvrage de cette opération est assurée par le GCS (groupement de coopération sanitaire) GHT Léman Mont-Blanc autorisé à construire ce bâtiment sur la propriété des Hôpitaux du Léman dans le cadre d'une Autorisation d'Occupation Temporaire (AOT) d'une durée de 30 ans.

Le pouvoir adjudicateur (acheteur) reste bien le GCS GHT Léman Mont-Blanc, même si l'usage du bâtiment sera assuré exclusivement par les Hôpitaux du Léman.

Le bâtiment qui devra accueillir ces meubles sur mesure et ces agencements se situe sur un terrain à proximité immédiate des Hôpitaux du Léman (site Georges Pianta), et avec liaisons avec ceux-ci par deux passerelles.

Ce projet de construction concourt à la modernisation des Hôpitaux du Léman avec la création d'unités d'hébergement pour ses activités de chirurgie, de maternité, de pédiatrie, de néonatalogie, de médecine et de gériatrie. Il est précisé que ce nouveau bâtiment est consacré exclusivement à de l'hébergement, sans plateau technique (pas de blocs, de radiologie, de laboratoire, ou toutes autres installations techniques médicales). En complément, une hélistation est installée en infrastructure sur le toit du bâtiment. Cette hélistation permet une jonction rapide vers les urgences par l'intermédiaire de l'une des passerelles du projet. Ce bâtiment sera de catégorie type U, 1ère catégorie.

Les ouvrages sont réceptionnés (fin de travaux au 28 février 2025) et la levée des réserves de réception est en cours.

Pour la réalisation des prestations du présent marché, le bâtiment et les locaux concernés seront libres et disponibles.

Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Code principal	Description
33192000	Mobilier médical
39100000	Mobilier

ARTICLE 2- PROCEDURE ET DUREE DU MARCHE

Le présent marché est soumis aux dispositions du Code de la Commande Publique.

La durée du contrat se confond avec le délai d'exécution fixé à 5 mois maximum à compter de l'ordre de service de démarrage.

La levée des réserves est comprise dans cette durée.

A titre informatif : la date de notification est envisagée au plus tard pour le 1er septembre 2025.

Egalement, il est vivement souhaité que la pose soit entièrement finalisée pour la fin d'année 2025. Le mois de janvier étant consacré aux levées des réserves.

Dans le cas où le candidat propose un planning plus intéressant, ce dernier deviendra contractuel.

Le planning contractuel sera précisé en fonction de l'offre du candidat, après éventuelle mise au point du marché, et sera contractuel.

ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT

Le présent marché n'est pas alloti.

ARTICLE 4 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

Pièces particulières

- Le présent C.C.P avec le bordereau des prix (article 19 du CCP) valant acte d'engagement, dont l'exemplaire original est conservé dans les archives du GCS GHT Léman Mont-Blanc fait seul foi,
- L'annexe sous-traitance (le cas échéant)
- Le CCTP (Cahier des Clauses Techniques Particulières)
- Les plans des mobiliers et des agencements
- La DPGF complétée par le candidat
- Le mémoire technique du candidat désigné titulaire

Il est à noter que la DPGF pourra être utilisée pour déterminer des évolutions du marché, en plus ou en moins, en fonction des quantités réellement réalisées ou commandées pour certaines lignes.

Les originaux des documents sus cités sont conservés par l'établissement et feront seule foi en cas de litiges ou de contestations. Le titulaire est réputé avoir une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces constitutives du marché, ainsi que de toutes les autres pièces constitutives du dossier de consultation.

Toute modification à apporter aux pièces contractuelles devra faire l'objet d'un avenant concrétisant l'accord des parties préalablement à sa date de prise d'effet. A défaut de quoi, elle serait considérée comme n'ayant jamais existé.

Pièces générales

- Le Code de la Commande Publique
- La réglementation sur les Marchés Publics en vigueur à la date de l'avis d'appel public à la concurrence du présent marché
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services

Règlementations en vigueur :

Les prestations du titulaire doivent être conformes aux clauses des lois, décrets, réglementations et normes en vigueur applicables aux prestations à réaliser dans le cadre du marché, et notamment : Le titulaire devra justifier qu'il est en possession de(s) certificats(s) de marquage CE (numéro et nom de l'organisme notifié ayant certifié) des équipements, fournitures et accessoire, ainsi que de(s) attestation(s) de conformité et annexe(s) se rapportant aux prestations proposées. Il précisera les textes de références.

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner. Le Titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité (notamment ceux relatifs au développement durable et à l'éco responsabilité) pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des

autres pièces contractuelles. Dans la mesure où une nouvelle réglementation interviendrait en cours d'exécution du marché, celle-ci serait directement applicable dès sa promulgation.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis supra exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Conditions générales de vente :

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des contrats de maintenance, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Mise au point :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de procéder à une mise au point du marché avec le titulaire. Conformément à la réglementation en vigueur, cette mise au point ne pourra intervenir que si les modifications en découlant ne remettent nullement en cause les caractéristiques substantielles, notamment financières, du marché ainsi que les conditions initiales de la mise en concurrence. Cette mise au point donnera lieu à l'établissement d'un écrit qui sera annexé à l'offre, l'ensemble constituant l'acte d'engagement au sens de l'article R. 2152-13 du Code de la commande publique.

TITRE II – EXECUTION DU MARCHE

ARTICLE 5 - DEFINITION DU MARCHE

5.1. ETENDUE DE LA MISSION

L'étendue de la mission est décrite au CCTP et aux plans.

5.2. CONTENU DES PRESTATIONS

Le contenu des prestations est décrit au CCTP et aux plans.

5.3. MARQUES

La mention de marque dans les pièces techniques (notamment CCTP) n'a que pour vocation de fixer un standard qualitatif à atteindre et s'entend ou équivalent. Le titulaire est engagé sur celles qu'il propose.

5.4 - Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application de l'article R.2122- 7 du code de la commande publique, des marchés de services ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entraînerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 6 - MODIFICATIONS EN COURS DE MARCHE

6.1. MODIFICATION A L'INITIATIVE DU GCS GHT LEMAN MONT-BLANC

En cas de modification liée à l'exécution du marché, un avenant sera proposé par le GCS GHT Léman Mont-Blanc. Outre les clauses de réexamen prévues dans les différents articles du présent CCP, les autres clauses de réexamen sont précisées dans un article dédié du présent CCP.

6.2. MODIFICATION A L'INITIATIVE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de notifier immédiatement au GCS GHT Léman Mont-Blanc les modifications survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;

- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- aux personnes ou aux groupes qui le contrôlent ;
- à la répartition du capital social de l'entreprise ;
- aux groupements auxquels il participe, lorsque ces groupements intéressent l'exécution du marché ;

Et généralement toutes les modifications importantes du fonctionnement du titulaire.

ARTICLE 7 - REPRESENTATION DU TITULAIRE DURANT LE MARCHE

7.1. REFERENT DU TITULAIRE

Lors de la remise de son offre, le titulaire désigne un référent et son suppléant en cas d'empêchement, qui le représentent vis- pour tout ce qui concerne l'exécution du marché. Ces personnes doivent avoir les pouvoirs suffisants pour prendre sans retard les décisions nécessaires.

REFERENT

Le référent pour la présente mission est désigné en la personne de

En cas d'impossibilité au vu de l'article 7.2.2 du CCP à assurer la présente mission jusqu'à la fin de la durée du marché le suppléant au référent est désigné en la personne de

7.2. MODALITES DE REMPLACEMENT DU PERSONNEL AFFECTE A L'EXECUTION DE LA MISSION

7.2.1. Remplacement à l'initiative du titulaire

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique désignée ci-dessus qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci qui n'est pas de son fait.

Le changement de personne est dénoncé immédiatement au GCS GHT Léman Mont-Blanc.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le GCS.

La personne remplacée, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à la personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au GCS. Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 8 jours à compter de la demande du GCS dans les conditions prévues à l'article 7.2.2.1

7.2.2. Remplacement à l'initiative du GCS

Dans les cas suivants d'insuffisance avérée d'une des personnes désignées en application de l'article 7.1, le GCS GHT Léman Mont-Blanc peut demander au titulaire le remplacement de la personne concernée.

Dans ce cas, le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la notification de la demande. Le remplaçant proposé est soumis à l'approbation du GCS GHT Léman Mont-Blanc dans les conditions prévues à l'article 7.2.2.1

7.2.2.1 Procédure de remplacement

Le titulaire avise immédiatement le GCS GHT Léman Mont-Blanc, et prend toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres sous forme de *curriculum vitae* détaillé, accompagné des copies des diplômes obtenus dont le remplaçant se prévaut, au GCS dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent.

ARTICLE 8 – INTERVENTION DU TITULAIRE

8.1. TITULAIRE DU MARCHE – FORME JURIDIQUE DE L'ATTRIBUTAIRE

Dans le cadre de l'exécution du marché, les personnes désignées par écrit par le titulaire sont seules autorisées pour la prestation objet du marché.

8.2. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements de la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

ARTICLE 9 – GROUPEMENT ET SOUS-TRAITANCE

9.1. GROUPEMENT

Si le titulaire se présente en groupement, la transformation en groupement solidaire ou en groupement conjoint avec solidarité du mandataire sera exigée au stade de l'attribution du marché.

Le mandataire (cas d'un groupement conjoint) est par conséquent engagé pour la totalité du marché et doit pallier une éventuelle défaillance de ses partenaires. Il représente l'ensemble des cocontractants, vis-à-vis du GCS GHT Léman Mont-Blanc, pour l'exécution du marché.

Les stipulations des articles 7.1, 7.2, sont applicables à chacun des membres du groupement, le cas échéant

9.2. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire ou chacun des membres du groupement peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu du GCS GHT Léman Mont-Blanc l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, il remet contre récépissé au GCS ou leur adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception une déclaration de sous-traitance conformément au formulaire DC4 téléchargeable via le lien suivant : <https://www.economie.gouv.fr/daj>

Le sous-traitant ne peut être accepté que s'il justifie d'une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers.

La déclaration de sous-traitance indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées (en faisant apparaître le paiement direct et l'auto liquidation) ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement du contrat de sous-traitance, à savoir :
 - les modalités de calcul et de versement des avances et acomptes ;
 - la date (ou le mois) d'établissement des prix ;
 - les situations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses ;
- le compte bancaire à créditer.

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures prévues au CCAG-FCS. Il en est de même si le titulaire a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande prévue ci-dessus.

ARTICLE 10 – RESPONSABILITES ET ASSURANCES

10.1. RESPONSABILITES

Le titulaire du marché assume la direction et la responsabilité des prestations objet du présent marché. En conséquence, il est seul responsable des dommages :

- causés directement ou indirectement pendant ses interventions :

- . à son personnel, au personnel de la personne publique ou à des tiers,
- . à ses biens, aux biens appartenant à la personne publique ou à des tiers,

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée, les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

Sont exclus de la responsabilité du titulaire, sous bénéfice de preuves apportées par celui-ci, les dommages et conséquences dus à l'intervention perturbatrice d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher.

La responsabilité du titulaire peut être dérogée lorsque la preuve établie démontre que le titulaire a été dans l'impossibilité matérielle d'assurer sa prestation par le fait du GCS ou de son représentant désigné, ou par des causes non imputables à sa prestation (destruction par des tiers, vol, sinistres, etc.).

Nota : on entend par intervention perturbatrice, toute action portant directement ou techniquement atteinte au fonctionnement normal de tout élément de l'installation sous marché.

10.2. ASSURANCES

Le titulaire du marché doit, à la constitution du dossier du marché, puis chaque année, justifier qu'il dispose d'une assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés aux tiers à l'occasion des prestations, objet du marché.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire. Il en est de même pour les éventuels sous-traitants auxquels le titulaire ferait appel après accord du maître de l'ouvrage.

TITRE III – MESURES COERCITIVES

ARTICLE 11 – PENALITES

Chaque délai et obligations du marché font l'objet d'une pénalité associée.

Les semaines ou jours du tableau sont calendaires, les samedis, dimanche et jours fériés sont comptés dans chaque délai.

Les pénalités sont cumulables, non plafonnées, et s'appliquent sans mise en demeure préalable. Chaque journée commencée est due.

TACHE	DELAI MAXIMUM REQUIS ou EXIGENCE CONTRACTUELLE	PENALITE PAR JOUR DE RETARD
Remise des plans d'exécution, fiches techniques, échantillons	1 mois après notification (hors congés d'été au mois d'août)	150 €
Démarrage de la pose	Par rapport au calendrier contractuel remis à l'offre	150 €
Terminaison de la pose	Par rapport au calendrier contractuel remis à l'offre	300 €
Levée des réserves de pose	1 mois après réception avec réserves (hors congés de fin d'année : comptés pour 2 semaines)	150 €
Autres tâches prévues au contrat	Suivant clauses du présent CCP-AE	150 €
Fourniture des notices et DOE (dossier des ouvrages exécutés)	Sous 10 jours après la terminaison de la pose	150 €

ARTICLE 12 – FIN ANTICIPEE DU MARCHE

Application des dispositions du CCAG FCS

Conformément au C.C.A.G. F.C.S., en cas de défaillance du titulaire il sera recouru par le GCS GHT Léman Mont-Blanc aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par le fait de celui-ci, soit en cas de résiliation aux torts du titulaire.

Conformément au C.C.A.G. F.C.S., le GCS GHT Léman Mont-Blanc se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché notamment lorsque le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels.

Outre ces cas de résiliation prévus réglementairement, la résiliation du marché pourra être prononcée :

en cas d'abandon définitif du projet par le maître d'ouvrage quel qu'en soit le motif.

en cas d'inexactitude des renseignements fournis conformément aux dispositions du Code de la Commande Publique. Dans ce cas la résiliation sera prononcée aux torts du titulaire et à ses frais et risques.

TITRE IV – DISPOSITIONS FINANCIERES

ARTICLE 13 – LE PRIX

13.1. FORME DU PRIX

Le prix du marché est réputé établi sur la base des conditions économiques en vigueur à la date de prise d'effet du contrat. Le marché est conclu à prix ferme et définitif.

Il comprend tous les frais, notamment les frais d'hébergement, de déplacement, l'ensemble des frais de reprographie, frais de transport, frais généraux, réunions, taxes, douanes, etc. nécessaires à la bonne réalisation de la présente mission. Aucun coût supplémentaire à l'offre ne pourra être demandé.

13.2. MODALITE DE VARIATION DES PRIX

Aucune variation des prix n'est prévue. Les prix sont non actualisables et non révisables. L'offre du candidat constitue un forfait.

13.3. REGIME DES DROITS ET TAXES

Il sera fait application des taux de taxes en vigueur au jour de la souscription, sauf disposition réglementaire contraire.

Si des créations, majorations, diminutions, suspensions, suppressions des droits et taxes intervenaient postérieurement à la date limite fixée pour le dépôt de l'offre, le prix serait modifié en conséquence pour les prestations auxquelles ces variations de droits et taxes auraient été effectivement appliquées.

13.4. APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE

Sauf disposition contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors T.V.A. Les montants sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date de réalisation de la prestation.

13.5. RETENUE DE GARANTIE

Il est prévu une retenue de garantie de 5% du montant du marché. Cette retenue sera levée au maximum après 12 mois à compter de la réception des prestations.

Cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande (GAPD). La caution solidaire n'est pas acceptée en remplacement.

Article 14 – AVANCE

Il sera fait application des dispositions du Code de la Commande Publique relatif aux marchés publics. Une avance de 5% du montant du marché est possible.

Il sera exigé une garantie à première demande (GAPD) pour l'avance à hauteur de 100% du montant de l'avance.

ARTICLE 15 – MODALITES DE REGLEMENT

15.1 GENERALITES

Le paiement sera effectué selon les règles de la comptabilité publique, après service fait, conformément également aux dispositions du Code de la commande publique.

Les sommes dues seront payées par mandat administratif dans un délai de 50 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement.

15.2. FACTURATION

Les factures, porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom, adresse et n° de téléphone du créancier
- n° de son compte bancaire ou postal, tel que précisé dans l'acte d'engagement
- le numéro du marché
- taux et montant de la T.V.A. et autres taxes éventuelles
- date de la facturation

Le titulaire prendra toute information utile auprès du GCS GHT Léman Mont-Blanc afin de s'assurer des modalités de dépôt des factures.

ARTICLE 16 – DELAI DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Les paiements sont effectués par le comptable public assignataire du GCS GHT Léman Mont-Blanc. Il est rappelé que le délai de paiement ne court qu'à partir de la date de réception par le GCS, de la demande de paiement en bonne et due forme. L'indemnité de recouvrement et les intérêts moratoires sont calculés conformément au texte en vigueur à la date de signature du présent cahier des charges.

ARTICLE 17 - NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCES

Le marché peut être remis en nantissement dans les conditions prévues au Code de la Commande Publique.

ARTICLE 18 – CLAUSES DE REEXAMEN

18.1 – Généralités

Une procédure de réexamen des conditions d'exécution du contrat peut être menée en application des articles L. 2194-1 1° et R. 2194-1 du Code de la commande publique. Toute modification des conditions d'exécution acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fait l'objet d'un avenant ou acte écrit au présent contrat. Il est entendu que le terme « contrat » dans cet article recouvre les tant les notions de marché public, que d'accord-cadre ou de marché subséquent, ou toute forme contractuelle prévue au Code de la commande publique.

Cette procédure s'applique lorsque la teneur des modifications n'est pas prévue initialement dans le contrat, et ce pendant toute la durée de son exécution.

La présente clause n'implique pas un droit acquis au réexamen des conditions d'exécution. Le cas échéant, le titulaire doit notamment produire tous les justificatifs nécessaires à l'instruction de la demande. Le pouvoir adjudicateur peut également procéder à un contrôle des informations données par le titulaire.

Si le principe et les conditions de mise en œuvre du réexamen sont acceptés par les parties, il trouve à s'appliquer, sauf indication contraire ci-après, quel que soit le montant des modifications ou les modifications de délais et durée qu'il induit.

L'initiative de la demande de réexamen appartient aux deux parties, et la procédure de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La demande doit être transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date de sa réception.

A compter de la date de réception de la demande, la partie destinataire dispose d'un délai de 15 jours pour se prononcer sur les conditions de réexamen. Si aucun accord n'est intervenu dans ce délai, il est convenu que la position du pouvoir adjudicateur est retenue par défaut, cette stipulation ne valant pas renonciation à recours pour le titulaire.

Dans tous les cas de figure ci-dessous, toute modification du contrat fera nécessairement l'objet d'un acte écrit avant de pouvoir être appliquée.

Dans tous les cas de figure ci-dessous, à défaut d'accord entre les parties, le contrat pourra être résilié de plein droit par le pouvoir adjudicateur sans indemnisation du titulaire.

Il est acté par ailleurs que les clauses de réexamen prévues au CCAG correspondant sont applicables sauf dérogation expresse dans le présent CCP.

18.2 – Modifications d'ordre financier ou administratif

18.2.1 - Modification des conditions de variation des prix

1- Il est prévu qu'en cas d'applicabilité des conditions fixées par le Code de la commande publique relatives à la nécessité d'une actualisation des prix (décalage important du démarrage des prestations), il pourra être introduit par avenant une formule d'actualisation des prix.

18.2.2 : modifications des conditions administratives d'exécution :

2- Les établissements hospitaliers se réservent un droit de revue des pénalités applicables. Ces modifications seront actées par avenant.

3- Les modifications fiscales (modification de taxes existantes ou création, modification de taux, ...) seront automatiquement intégrées au contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

4 - Règlements applicables à la protection des données à caractère personnel : Il est expressément prévu que toute modification sur ce point entre dans le cadre de l'article R.2194-1 du Code de la commande publique. Ces modifications seront actées par avenant.

5- Changement de comptable assignataire des paiements : en cas de changement du comptable assignataire des paiements, l'établissement partie bénéficiaire en informera le titulaire. Ces modifications seront actées par ordre de service.

6 – Adaptation des opérations de vérifications et modalités de paiements.

En cas de nécessité d'adapter les modalités de vérifications des prestations et, en conséquence, les modalités de constat du « service fait » et de périodicité des règlements au regard des particularités éventuelles de tout ou partie des Bénéficiaires, un avenant peut être conclu dans le respect des règles d'ordre public relatives notamment aux délais de paiement et interdiction du paiement différé.

7- En cas d'évolution de la législation sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail en cours d'exécution du contrat, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à une modification de contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

18.2.3 : modifications touchant le titulaire du contrat :

8- Remplacement du titulaire initial :

Le titulaire pourra proposer au pouvoir adjudicateur la substitution par avenant d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes : cessation d'activité, cession de contrat, décès, difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles, défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles. Le pouvoir adjudicateur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire. A l'issue de cet examen, le pouvoir adjudicateur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d'autres

modifications au contrat. Le titulaire du contrat ne pourra s'opposer à la cession entre pouvoirs adjudicateurs et ne pourra faire valoir aucune demande d'indemnisation

9- Modification de la composition du groupement :

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte par avenant à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.

Conséquences de l'absence d'accord d'un des membres du groupement ou du pouvoir adjudicateur sur la substitution :

- Dans le cadre d'un groupement solidaire : la défaillance d'un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement.
- Dans le cadre d'un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des prestations qui leur ont été confiées.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions suivantes :

- Quelle que soit la nature du groupement. Le pouvoir adjudicateur invite les membres du groupement à désigner, dans un délai de trente jours, un autre mandataire parmi eux.
- A défaut, et à l'issue du délai de trente jours courant à compter de la notification de l'invitation du pouvoir adjudicateur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante à réaliser d'ici la fin du marché à la date de cette modification devient le nouveau mandataire.

Cette substitution fait l'objet d'un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et la rémunération afférente.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l'alinéa précédent refuse d'assumer la solidarité, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité

- soit d'accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
- soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du contrat, mais sans indemnité.

18.2.4 : modifications touchant le pouvoir adjudicateur :

10 – Il est prévu au titre des clauses de réexamen, que le contrat puisse être transféré du pouvoir adjudicateur à un autre pouvoir adjudicateur. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation ni demande d'indemnisation à ce titre.

18.2.5 : modifications de circonstances d'exécution du contrat :

11- Circonstances imprévisibles : lorsqu'un changement de circonstances, imprévisible lors de la conclusion du contrat rend l'exécution excessivement onéreuse pour le titulaire du contrat au-delà de la simple perte de marge, dans tous les cas dans des conditions rendant impossible la poursuite du contrat, celui-ci peut en demander l'ajustement à son cocontractant. Il devra s'agir d'un événement postérieur à la conclusion du contrat et impossible à anticiper. Cette clause qui cessera de s'appliquer dès le retour à la normale, sera soumise à deux conditions cumulatives : le titulaire devra continuer à assurer ses obligations contractuelles et devra remettre tous éléments démontrant que le recours à la clause est justifié.

Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 1 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur de résilier le contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

12- Circonstances imprévisibles – continuité de service :

Dans le cas d'un événement extérieur aux parties et affectant la continuité de service dans les conditions normales d'exécution du contrat, le concédant se réserve le droit de prendre toutes les mesures nécessaires pour faire face aux conséquences de cet événement, dans le respect de la réglementation en vigueur et dans les délais prévus par la législation afin de s'assurer de la continuité de service. Les modifications induites seront actées par avenant et le titulaire devra par tous moyens faire face à toute variation des besoins de l'établissement.

13- En cas de difficulté, blocage informatique, cyberattaque, les modalités d'exécution du contrat seront modifiées afin de prendre en compte les dommages et de pouvoir assurer la continuité de

service en mode dégradé (exemple : modalités de commande, ...). Ces modifications seront actées par avenant.

14- Modifications dans le cas de circonstances ou sujétions techniques que le pouvoir adjudicateur ne pouvait pas prévoir, lorsque des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires à l'achèvement de l'ouvrage ou des prestations, ou que les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues faisant peser un risque sur la continuité ou l'organisation du service public hospitalier ou la qualité des soins. Ces modifications seront actées par avenant, sans que soit opposable le caractère de modification substantielle.

15- D'éventuels ajustements techniques, administratifs ou financiers, suite à une réunion de cadrage ou revue de contrat, sauf à être substantiels, seront pris en compte par voie d'avenant.

18.3 – Modifications d'ordre technique

18.3.1 : Prestations complémentaires prévues au contrat :

16- Prestations supplémentaires éventuelles : il est convenu que les prestations supplémentaires éventuelles prévues au contrat non retenues lors de son attribution, pourront être reprises par avenant en cours d'exécution du marché.

18.3.1 : Modification des prestations, travaux, fournitures :

17- En cas d'évolution technologique, de changement de technique, ou de modification de la réglementation d'arrêt de fabrication, de rupture de stock ou de retrait des produits ou de services en cours d'exécution de du contrat, s'imposant au titulaire, le titulaire a l'obligation, avec un préavis de 3 mois avant la date prévue du changement d'en informer le pouvoir adjudicateur. Les prestations modifiées devront être plus performantes ou plus adaptées aux besoins ou à ladite réglementation. Dans ce cas, le titulaire est tenu de produire un certificat indiquant que cette nouvelle référence se substitue à l'ancienne pour des raisons d'innovation technologique, de changement de technique, d'arrêt de fabrication, de rupture de stock ou de modification de la réglementation (liste non exhaustive). Celui-ci communique également les fiches techniques et commerciales décrivant les prestations/matériels/accessoires, ainsi que l'annexe financière qui serait modifiée et il produit le cas échéant les documents certifiant du respect des performances et des fonctionnalités demandées a minima au CCTP.

Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur de résilier le contrat. Ces modifications seront actées par avenant.

18- Pendant l'exécution du contrat, en cas de nouveaux produits ou de services susceptibles d'intéresser le pouvoir adjudicateur, de même nature et de même fonction que ceux objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut demander ou prescrire au titulaire des modifications techniques relatives aux prestations. La modification ne pourra constituer une modification dite substantielle. Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur la poursuite du contrat dans ses conditions initiales ou de le résilier. Ces modifications seront actées par avenant.

19- Pendant l'exécution du contrat, dans le cas où il serait avéré que des fournitures ou prestations ne correspondent finalement pas au besoin ou ne donne pas satisfaction car inadaptées, inutilisables, défaillance qualitative, mauvais fonctionnement répété, usure inhabituelle, inconfort manifeste à l'usage, ..., le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander leur remplacement par des fournitures ou prestations de même nature et de même fonction que ceux objet du contrat. La modification ne pourra constituer une modification dite substantielle. Si un prix équivalent ou similaire ne peut être maintenu, le Titulaire communique au pouvoir adjudicateur tous les motifs lui permettant d'apprécier l'augmentation de prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur la poursuite du contrat dans ses conditions initiales ou de le résilier. Ces modifications seront actées par avenant.

20- Pendant l'exécution du contrat, le titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur des modifications techniques relatives aux prestations. La modification ne pourra constituer une modification dite substantielle. Dans ce cadre le titulaire formulera une proposition d'évolution des prix. Le pouvoir adjudicateur disposera alors d'un délai de 2 mois pour accepter ou refuser la proposition. A défaut de réponse dans ce délai il s'agit d'un refus tacite permettant au pouvoir adjudicateur la poursuite du contrat dans ses conditions initiales ou de le résilier. Ces modifications seront actées par avenant.

21- Décision de poursuivre : La poursuite de l'exécution des prestations en cas de dépassement de la masse initiale est subordonnée à l'émission d'une décision de poursuivre prise par le pouvoir adjudicateur pour les prestations strictement nécessaires à la satisfaction du besoin exprimé dans le contrat et en cas d'incompatibilité avec le temps nécessaire à la rédaction d'un avenant. Un avenant devra toutefois être rédigé au plus tôt suite à son émission.

ARTICLE 19 – CLAUSES DIVERSES

Confidentialité et mesures de sureté :

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel et à l'obligation de discrétion. Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts des établissements, s'engage à ce que les informations (techniques, financières ou organisationnelles), objets quelconques, documents et savoir-faire relatifs à l'activité des établissements, auxquels il aurait accès dans le cadre de l'exécution des accords-cadres ou qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte, ne puissent être utilisés, ni remis à des tiers, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du groupement ou son représentant. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences. Les préposés et le personnel du titulaire chargés par ce dernier d'exécuter le présent accord-cadre sont tenus d'observer les mêmes dispositions. Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions. Le titulaire assurera donc la protection de toute information, objet et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires. Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de deux ans à compter du terme du présent accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait des établissements ou d'un tiers. En cas de violation du secret professionnel ou de manquement du titulaire à ces obligations, le pouvoir adjudicateur pourra résilier sans préjudice de poursuites éventuelles de la part du titulaire. A contrario, le titulaire s'expose en plus des sanctions pénales éventuellement encourues, à la résiliation du contrat à ses torts exclusifs sans indemnité. Les méthodes et le savoir-faire du titulaire étant compris dans l'objet de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de les garder confidentiels. Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue de la prestation objet de cet accord-cadre, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié les établissements.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

Le titulaire s'engage dans le cadre du présent contrat à respecter toutes dispositions en vigueur au sein de l'établissement concerné relatives aux conditions d'intervention et protocoles de sécurité. Dans ce cadre il s'engage à prendre l'attache du service compétent (par exemple service sécurité) afin de signer tout document utile tel que notamment conditions générales d'intervention, protocole de sécurité, plan de prévention.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat.

ARTICLE 20 – DEROGATIONS AU CCAG FCS

Le présent marché déroge à l'article 39 du CCAG FCS. Il n'est donc pas fait de liste des dérogations appliquées au CCAG FCS.

Les dispositions du présent CCP-AE l'emporte sur les dispositions du CCAG FCS (ordre des pièces contractuelles).

Pour autant, dans le silence du CCP-AE sur telle ou telle disposition, le CCAG FCS s'applique.

ARTICLE 20 – MONTANT DU MARCHÉ

L'offre est fixée comme suit :

Offre de base :

MONTANT en euros HT	€
TVA (20%) en euros	€
MONTANT en euros TTC	€

Options - PSE :

N°	MONTANT en euros HT
1 : REMPLACEMENT DES PLANS DE TRAVAIL STRATIFIE DES OFFICES PAR DES PLANS DE TRAVAIL EN RESINE PHENOLIQUE	
2 : REMPLACEMENT DES PLANS DE TRAVAIL STRATIFIE DES OFFICES AVEC EVIER INOX PAR DES PLANS DE TRAVAIL AVEC EVIER ENCASTRE EN RESINE	
3 : CACHE SIPHON	
4 : REMPLACEMENT DES PLANS DE TRAVAIL STRATIFIE DES OFFICES AVEC EVIER INOX PAR DES PLANS DE TRAVAIL AVEC EVIER ENCASTRE EN RESINE	
5 : MEUBLES ETAGERES CHAMBRES 1 et 2 lits R+2	
6 : AJOUT DE PANNEAUX SPM DECOR BOIS	
7 : AJOUT DE PANNEAUX D'IMPOSTE MELAMINE DECOR BOIS	
8 : AJOUT DE PANNEAUX D'IMPOSTE MELAMINE DECOR BOIS	
9 : POSE DE DIVERS ELEMENTS	

Fait à , le

Le titulaire,

L'offre est acceptée comme suit :

A Contamine sur Arve, le